

Chambre des Représentants

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

22 DÉCEMBRE 1988

PROJET DE LOI

**ouvrant des crédits provisoires pour
les mois de janvier, février et mars
de l'année budgétaire 1989**

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION DES FINANCES (1)

PAR
M. VAN ROMPUY

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré deux réunions à l'examen de ce projet de loi, le 22 décembre 1988.

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. J. Michel.

A. — Membres effectifs :	B. — Membres suppléants :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, De Roo, Moors, M. Olivier, Van Rompuy.	MM. Ansoms, Eyskens, Mmes Kestelyn-Sierens, Merckx-Van Goey, MM. Van Hecke, Van Rompaey.
P.S. MM. Collart, Daerden, Defosset, Di Rupo, Dufour.	Mlle. C. Burgeon, MM. Denison, Gilles, Tasset, Vancrombruggen, N.
S.P. Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Peuskens, Timmermans, Vandenbroucke.	MM. Bossuyt, Laridon, Mme Lefebber, Vanderheyden, Van Miert.
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhofstadt.	MM. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
P.R.L. MM. de Donnée, Kubla.	MM. Defraigne, Ducarme, Gol.
P.S.C. MM. Léonard, J. Michel.	MM. Beaufays, Jérôme, Laurent.
V.U. M. Candries.	MM. Vanhorenbeek, Vervaeke.
Agalev-M. De Vlieghere.	M. Simons, Mme Vogels.
Ecolo	

Voir :

- 659 - 88 / 89 :

- N°1 : Projet de loi.
- N°2 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

22 DECEMBER 1988

WETSONTWERP

**waarbij voorlopige kredieten worden
geopend voor de maanden januari,
februari en maart van het
begrotingsjaar 1989**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VAN ROMPUY

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft op 22 december 1988 twee vergaderingen gewijd aan de bespreking van het voorliggende wetsontwerp.

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer J. Michel.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, De Roo, Moors, M. Olivier, Van Rompuy.	H. Ansoms, Eyskens, Mevr. Kestelyn-Sierens, Merckx-Van Goey, HH. Van Hecke, Van Rompaey.
P.S. HH. Collart, Daerden, Defosset, Di Rupo, Dufour.	Mej. C. Burgeon, HH. Denison, Gilles, Tasset, Vancrombruggen, N.
S.P. Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Peuskens, Timmermans, Vandenbroucke.	HH. Bossuyt, Laridon, Mevr. Lefebber, Vanderheyden, Van Miert.
P.V.V. HH. Bril, Daems, Verhofstadt.	HH. Cortois, Denys, Verberckmoes, Vermeiren.
P.R.L. HH. de Donnée, Kubla.	HH. Defraigne, Ducarme, Gol.
P.S.C. Hh. Léonard, J. Michel.	HH. Beaufays, Jérôme, Laurent.
V.U. H. Candries.	HH. Vanhorenbeek, Vervaeke.
Agalev-H. De Vlieghere.	H. Simons, Mevr. Vogels.
Ecolo	

Zie :

- 659 - 88 / 89 :

- N°1 : Wetsontwerp.
- N°2 : Amendementen.

I. — EXPOSÉ DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU BUDGET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget déclare que ce projet correspond, à tous les égards, à un projet classique de crédits provisoires et qu'il s'inscrit dans la ligne de la politique menée au cours des années antérieures. Il précise que le Gouvernement a consenti des efforts particuliers en vue de résorber l'arriéré budgétaire.

Tous les budgets relatifs à l'année 1988 ont été déposés; trois d'entre eux sont déjà devenus loi, treize ont été adoptés dans l'une des deux Chambres et deux dans les deux Chambres.

Le Vice-Premier Ministre demande que ce projet soit adopté dans les plus brefs délais afin de pouvoir assurer la continuité de l'administration.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Kubla déplore que ce projet soit examiné si tardivement et que son examen coïncide avec de nombreux autres travaux parlementaires.

Il fait en outre remarquer qu'un certain nombre d'autorisations d'engagement relatives à des matières qui seront transférées aux Communautés et aux Régions à partir du 1^{er} janvier 1989 ne figurent plus dans le projet à l'examen.

Le projet de loi ouvrant des crédits provisoires renvoie donc, de façon claire, au projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions. Ce dernier projet est toutefois encore examiné par la commission compétente de la Chambre et devra encore l'être ultérieurement par le Sénat.

En raison de cette situation, le projet à l'examen ne pourra être adopté par les deux Chambres législatives que vers le 20 janvier 1989. Il estime que dans l'intervalle, certains mécanismes d'engagement seront gelés, tant au niveau de l'Etat qu'à celui des Communautés et des Régions.

Il demande au Gouvernement une liste des compétences transférées en question, indiquant les matières qui peuvent éventuellement poser des problèmes aux entreprises, aux fonctionnaires et aux particuliers.

M. Daems s'inscrit en faux contre la déclaration du Vice-Premier Ministre, selon laquelle il s'agirait en l'occurrence d'un projet classique de crédits provisoires. La référence à une loi de financement des entités fédérées qui n'existe pas crée au contraire une situation très particulière, qui, à ses yeux, pourrait poser des problèmes juridiques complexes.

Qu'advient-il par exemple si la loi spéciale de financement des Communautés et Régions n'était pas adoptée par le Parlement ?

I. — TOELICHTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BEGROTING

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting stelt dat dit ontwerp in alle opzichten beantwoordt aan een klassiek ontwerp van voorlopige kredieten, waarbij de gedragslijn van de vorige jaren werd aangehouden. Hij deelt de commissie mee dat de Regering een bijzondere inspanning heeft geleverd om de begrotingsachterstand weg te werken.

Alle begrotingen met betrekking tot het jaar 1988 werden ingediend; drie daarvan zijn reeds wet geworden, dertien begrotingen zijn goedgekeurd in één van beide Kamers en twee in beide Kamers.

Gelet op de noodzakelijke continuïteit van het bestuur vraagt de Vice-Eerste Minister dat dit ontwerp spoedig zou worden goedgekeurd.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Kubla betreurt dat het onderzoek van dit ontwerp zo laattijdig moet gebeuren, waardoor tal van andere parlementaire werkzaamheden worden doorkruist.

Hij verwijst verder naar het feit dat een aantal vastleggingsmachtigingen die betrekking hebben op materies die vanaf 1 januari 1989 overgeheveld worden naar de Gemeenschappen en de Gewesten niet meer hernomen worden.

Hierdoor bevat het ontwerp op de voorlopige kredieten een duidelijke verwijzing naar het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Dit laatste ontwerp is echter nog in bespreking in de bevoegde Kamercommissie, en dient later door de Senaat te worden onderzocht.

Ingevolge die toestand zal de goedkeuring van dit ontwerp door beide wetgevende Kamers pas rond 20 januari 1989 kunnen plaatsgrijpen. In tussentijd zullen zijns inziens bepaalde vastleggingsmachtigingen worden bevroren, zowel op het niveau van de Staat als op dit van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Hij vraagt aan de Regering een lijst van de bedoelde overgehevelde bevoegdheden met aanduiding van die materies waarvoor eventueel moeilijkheden kunnen rijzen voor bedrijven, ambtenaren of particulieren.

De heer Daems spreekt de bewering van de Vice-Eerste Minister tegen dat het hier zou gaan om een klassiek ontwerp van voorlopige kredieten. De verwijzing naar een onbestaande wet op de financiering van de deelgebieden doet integendcel een zeer bijzondere toestand ontstaan, die zijns inziens aanleiding kan geven tot ingewikkelde juridische problemen.

Welke toestand zou bijvoorbeeld ontstaan indien de bijzondere wet op de financiering van Gemeenschappen en Gewesten niet door het Parlement zou worden goedgekeurd ?

Il estime que le projet de crédits provisoires ne peut tenir aucun compte des dispositions qui n'ont pas encore acquis un caractère légal. Il s'étonne également que le Vice-Premier Ministre ait fait figurer une disposition exceptionnelle dans le projet à l'examen, en raison de la « situation particulière de la Région bruxelloise », étant donné que par le passé, il s'est toujours refusé à considérer celle-ci comme une troisième Région à part entière.

Enfin, il ne voit pas pourquoi on n'a pas déposé un projet classique de crédits provisoires, sans tenir compte du mode de financement ultérieur des entités fédérées. Il estime que cette dernière question n'est pas aussi urgente et pourrait aussi bien être réglée à partir du 1^{er} avril 1989.

M. Vandenbroucke considère que, d'un point de vue technique, le projet de loi à l'examen est bien un projet classique de crédits provisoires.

Il s'associe cependant à la critique selon laquelle le projet à l'examen a été déposé tardivement. Des solutions acceptables ont toutefois été trouvées au niveau des travaux parlementaires.

Contrairement aux membres de l'opposition, il estime que la solution élaborée par le Gouvernement pour la phrase transitoire repose sur des accords clairs, qui sont consignés notamment à l'article 73 du projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions. Il souhaite toutefois connaître également la position du Gouvernement en ce qui concerne le problème que pose l'adoption tardive du projet de financement.

Mme Vogels rappelle son aversion de principe à l'égard de la technique des crédits provisoires. Elle peut toutefois admettre l'excuse classique qui consiste à dire qu'il est impensable que les traitements des fonctionnaires ne puissent être payés à la fin du mois de janvier 1989.

Elle se demande si l'échafaudage juridique compliqué, qui est élaboré actuellement, offre toutes les garanties en ce qui concerne le paiement effectif des rémunérations dues aux fonctionnaires.

C'est ainsi que le régime transitoire prévoit une concertation entre le Gouvernement national et les Exécutifs. Elle demande si cette concertation a déjà débuté.

M. Defosset comprend que le projet ait été déposé tardivement et évoque les efforts considérables consentis par le Gouvernement actuel pour rattraper le retard budgétaire, à un moment où une phase importante de la réforme des institutions est en cours et où des mesures transitoires doivent inévitablement être prises.

Il estime que la politique budgétaire actuelle contraste fortement avec celle menée par les précédents gouvernements, qui combinait les douzièmes provisoires aux pouvoirs spéciaux et a empêché le Parle-

Hij is van oordeel dat men in het ontwerp van voorlopige kredieten geen rekening mag houden met bepalingen die nog geen wettelijk karakter hebben verkregen. Hij drukt er tevens zijn verbazing over uit dat de Vice-Eerste Minister in dit ontwerp een uitzonderingsbepaling heeft opgenomen omwille van de « bijzondere toestand van het Brusselse Gewest », daar waar hij er zich in het verleden steeds tegen verzet heeft dit Gewest als een volwaardig derde Gewest te beschouwen.

Ten slotte ziet hij niet in waarom geen echt klassiek ontwerp op de voorlopige kredieten werd ingediend, zonder rekening te houden met de toekomstige wijze van financiering van de deelgebieden. Dit laatste probleem is volgens hem overigens niet zo dringend en kan evengoed met ingang van bijvoorbeeld 1 april 1989 worden geregeld.

De heer Vandenbroucke bestempelt het onderzochte wetsontwerp vanuit technisch oogpunt wel als een klassiek ontwerp van voorlopige kredieten.

Toch sluit hij zich aan bij de kritiek dat dit ontwerp laattijdig werd ingediend. Doch daarvoor werden aanvaardbare oplossingen op het vlak van de parlementaire werkzaamheden gevonden.

In tegenstelling tot de leden van de oppositie, is hij van oordeel dat de door de Regering uitgewerkte oplossing voor de overgangsfase stoelt op glasheldere afspraken, die onder meer vastliggen in artikel 73 van het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de deelgebieden. Ook hij wenst evenwel het standpunt van de Regering te kennen met betrekking tot het probleem ontstaan ingevolge de laattijdige goedkeuring van het financieringsontwerp.

Mevr. Vogels herinnert aan haar principiële afkeer voor de techniek van de voorlopige kredieten. Zij is wel gevoelig voor het klassieke excuus dat het ondenkbaar is dat de wedden van de ambtenaren op het einde van de maand januari 1989 niet zouden kunnen worden uitbetaald.

Zij vraagt zich af of de ingewikkelde juridische constructie die thans wordt opgezet, alle waarborgen biedt voor de effectieve uitbetaling van het aan de ambtenaren verschuldigde loon ?

Zo voorziet de ingevoerde overgangsregeling in een overleg tussen de Nationale Regering en de Executieven. Zij wenst te weten of dit overleg reeds werd aangevat.

De heer Defosset heeft begrip voor de laattijdigheid waarmee het ontwerp werd ingediend en wijst inwendig op de bijzondere inspanningen van de huidige Regering om de begrotingsachterstand op te halen. Dit alles situeert zich daarenboven in een belangrijke fase van hervorming van de staatsinstellingen, waarmee onvermijdelijk bepaalde overgangsmaatregelen gepaard gaan.

Het huidige begrotingsbeleid steekt zijns inziens trouwens schril af tegen dit van de vorige regeringen, waarbij de voorlopige twaalfden werden gecombineerd met bijzondere machten, waardoor het Parle-

ment pendant longtemps d'exercer ses compétences en matière budgétaire.

M. Verhofstadt fait observer qu'aucun projet ouvrant des crédits provisoires n'a jamais été déposé aussi tardivement. Il déclare disposer de preuves que le Gouvernement a en fait négligé ce projet et n'a entamé sa préparation qu'en dernière minute.

Il affirme également que ce projet n'est pas du tout un projet classique. L'incidence du projet sur le nouveau mode de financement des Communautés et Régions peut être clairement démontrée dans le tableau relatif aux autorisations d'engagement. Puisque ce régime de financement n'a pas encore été approuvé par le Parlement, la loi sur les crédits provisoires se réfère à une situation hypothétique, ce qui est évidemment inacceptable. La précipitation avec laquelle le projet a été préparé est en outre à l'origine de plusieurs erreurs :

— ainsi, il n'a pas été tenu compte, dans les tableaux présentant le calcul des crédits provisoires (Doc. n° 659/1, p. 5, 6 et 7), des postes négatifs résultant des contrôles budgétaires effectués en 1988 (cités dans l'Exposé général du budget des Voies et Moyens pour 1989, Doc. n° 4 - 575/1 - 1988 - tableaux figurant aux pp. 71 à 73).

— il n'a pas non plus été tenu compte dans plusieurs postes budgétaires des montants amendés qui sont mentionnés dans l'Exposé général précité. C'est notamment le cas en ce qui concerne les crédits pour la Gendarmerie et les Finances.

Il ressort selon lui de toutes ces données que le Gouvernement tient compte à présent d'un supplément de dépenses courantes de 8 milliards de F par rapport aux chiffres fournis au Parlement dans l'exposé général.

Il craint enfin que les pires difficultés se produisent lors de l'établissement d'un décompte budgétaire fin 1989. Dans l'attente de l'adoption de la loi de financement, les ministères traditionnels continueront en effet à effectuer des dépenses relatives à des compétences régionalisées. Outre le problème du respect de la spécificité budgétaire (sur quels articles ces dépenses devront-elles être imputées ?), se pose d'ailleurs le problème bien plus complexe de l'imputation de ces dépenses sur des moyens financiers revenant aux divers niveaux d'administration. Il demande par exemple si l'ONEM pourra effectuer un tel décompte budgétaire.

En vue d'éviter toutes ces complications, il préconise le dépôt d'une loi ordinaire en matière de crédits provisoires, sans anticiper sur le financement futur des entités fédérées. Il serait d'ailleurs préférable que le nouveau mode de financement entre en application à une date ultérieure, par exemple à partir du 1^{er} avril 1989, voire plus tard encore, ce qui permettrait par la même occasion de résoudre la plupart des problèmes que pose la phase de transition.

ment gedurende geruime tijd verhinderd werd zijn budgettaire bevoegdheden uit te oefenen.

De heer Verhofstadt vestigt er vooreerst de aandacht op dat nog nooit een ontwerp van voorlopige kredieten zo laat werd ingediend. Hij zegt over bewijzen te beschikken dat de Regering deze zaak eigenlijk over het hoofd heeft gezien, zodat pas in allerlaatste instantie met de voorbereiding van het ontwerp werd begonnen.

Ook hij is de mening toegedaan dat dit ontwerp alderminst een klassiek ontwerp van voorlopige kredieten is. In de tabel met betrekking tot de vastlegingsmachtigingen is de invloed van het ontwerp op de nieuwe financiering van de Gemeenschappen en Gewesten immers duidelijk aantoonbaar. Aangezien die financieringsregeling nog niet goedgekeurd werd door het Parlement, zal de wet op de voorlopige kredieten een verwijzing bevatten naar een hypothetische toestand, wat uiteraard niet kan. De haast waarmee het ontwerp werd voorbereid, heeft eveneens tot tal van vergissingen geleid :

— zo werd in de tabellen die de berekening van de voorlopige kredieten bevatten (Stuk n° 659/1, p. 5, 6 en 7) geen rekening gehouden met de minposten voortvloeiend uit de in 1988 uitgevoerde begrotingscontroles (vermeld in de Algemene Toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting 1989, Stuk n° 4-575/1 - 1988 - tabellen voorkomend op blz. 71 tot en met 73).

— ook werd bij meerdere begrotingsposten geen rekening gehouden met de geamendeerde begrotingscijfers, vermeld in de hiervoor bedoelde Algemene Toelichting. Dit is onder meer het geval voor de kredieten voor de Rijkswacht en voor Financiën.

Uit al die gegevens blijkt volgens hem dat de Regering thans rekening houdt met een meeruitgave van 8 miljard F aan lopende uitgaven, ten opzichte van de in het kader van de Algemene Toelichting aan het Parlement verstrekte cijfers.

Ten slotte vreest hij de grootste moeilijkheden voor de afrekening van de begrotingen op het einde van 1989. In afwachting van de goedkeuring van de financieringswet zullen de traditionele ministeries uitgaven blijven doen met betrekking tot geregionaliseerde bevoegdheden. Naast het probleem van de eerbiediging van de begrotingsspecificiteit (op welke artikelen zullen die uitgaven geboekt worden ?) is er immers het veel ingewikkelder probleem van de verrekening van die uitgaven op financiële middelen die de diverse bestuursniveau's toekomen. Zo vraagt hij zich af of de R.V.A. een dergelijke afrekening zal kunnen opmaken ?

Om al die ingewikkelde toestanden te vermijden is hij er voorstander van om thans een gewone wet inzake voorlopige kredieten in te dienen, zonder vooruit te lopen op de toekomstige financiering van de deelgebieden. Bovendien zou die nieuwe financieringsregeling beter ingaan vanaf de toekomst, bijvoorbeeld vanaf 1 april 1989 of nog later, waardoor meteen de meeste problemen van de overgangsfase zouden kunnen worden opgevangen.

Il présentera des amendements en ce sens.

M. De Roo constate que pour les budgets des Pensions et de la Prévoyance sociale, le Gouvernement demande quatre douzièmes afin de pouvoir ordonner dès le mois de mars les montants dus pour le mois d'avril.

Il demande pourquoi cette solution (quatre douzièmes au lieu de trois) n'a pas également été retenue pour le budget de l'Emploi et du Travail.

Réponses du Vice-Premier Ministre

1) Le dépôt tardif du projet a deux causes :

— le Gouvernement voulait d'abord être fixé sur le délai dans lequel la loi relative au financement des Communautés et des Régions pourrait être adoptée par le Parlement;

— ce n'est qu'après l'adoption du budget des Voies et Moyens pour 1989 par le Sénat qu'il est apparu qu'un projet de loi ordinaire ouvrant des crédits provisoires suffirait et qu'il ne faudrait dès lors pas déposer de projet de loi de finances.

2) Comme Mme Vogels, le Ministre considère que les crédits provisoires ne sont pas un bon système.

On s'est cependant rendu compte, au fil des ans, que seule une réforme des procédures budgétaires permettrait de résoudre ce problème.

Pour pouvoir serrer au plus près la réalité économique, il est indispensable que le budget des Voies et Moyens ne soit déposé qu'à l'automne de l'année qui précède.

Ce n'est qu'ensuite que les nombreux budgets des dépenses des départements peuvent être déposés à leur tour.

Il serait illusoire de croire que dans le système budgétaire actuel, tous les budgets des dépenses pourraient être adoptés par la Chambre et le Sénat avant la nouvelle année.

3) A MM. Daems, Kubla et Verhofstadt, le Ministre répond qu'il appartient au Gouvernement de décider lui-même quels sont les crédits qu'il va demander au Parlement.

Le Gouvernement estime qu'il n'a pas besoin d'une autorisation d'engagement pour certains Fonds mentionnés au Titre IV.

4) Le fait que l'exposé des motifs du projet de loi à l'examen renvoie à un article d'un projet de loi qui doit encore être adopté ne pose pas de problèmes juridiques. Ni l'exposé des motifs, ni les tableaux joints (p. 5 à 11) ne font en effet partie du texte de la loi.

5) M. Daems s'étonne que l'on ait utilisé l'expression « Région bruxelloise ». Le Ministre fait toutefois observer que cette expression est la seule dénomination légale reconnue jusqu'à présent.

Hij zal in die zin amendementen indienen.

De heer De Roo stelt vast dat voor de begrotingen van Pensioenen en van Sociale Voorzorg vier twaalfden worden gevraagd opdat de voor de maand april verschuldigde sommen reeds tijdens de maand maart zouden kunnen worden gefinancierd.

Graag vernam hij waarom deze regeling (4 in plaats van 3 twaalfden) ook niet geldt voor de begroting van Tewerkstelling en Arbeid ?

Antwoorden van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting

1) De laattijdige indiening van het ontwerp heeft twee oorzaken :

— de Regering wou eerst zicht krijgen op het tijdschema waarbinnen de financieringswet voor Gewesten en Gemeenschappen kon worden goedgekeurd door het Parlement;

— pas na goedkeuring van de Senaat van de Rijksmiddelenbegroting 1989 stond vast dat een gewoon wetsontwerp op de voorlopige kredieten zou volstaan en dat bijgevolg geen ontwerp van financiewet moest worden ingediend.

2) De Minister is het met Mevr. Vogels eens dat de voorlopige kredieten geen goed systeem zijn.

Met de jaren is echter het besef gegroeid dat enkel een hervorming van de begrotingsprocedures dit probleem kan verhelpen.

Om nauw te kunnen aansluiten bij de economische realiteit is het onontbeerlijk dat de Rijksmiddelenbegroting pas in de herfst van het voorafgaande jaar ingediend wordt.

Pas daarna kunnen de talrijke departementale uitgavenbegrotingen aan de beurt komen.

Het is een illusie te denken dat binnen het huidige begrotingssysteem alle uitgavenbegrotingen vóór Nieuwjaar in Kamer en Senaat zouden kunnen worden gestemd.

3) Aan de heren Daems, Kubla en Verhofstadt antwoordt de Minister dat de Regering vrij is zelf te bepalen welke kredieten zij al dan niet vraagt aan het Parlement.

De Regering is thans van oordeel dat zij voor bepaalde Fondsen van titel IV geen vastleggingsmachtiging nodig heeft.

4) Het feit dat in de Memorie van Toelichting van onderhavig ontwerp verwezen wordt naar een artikel van een nog goed te keuren wetsontwerp vormt, juridisch bekeken, geen probleem. Noch de Memorie van Toelichting, noch de bijgevoegde tabellen (blz. 5-11) maken immers deel uit van de wettekst.

5) De heer Daems verwondert zich over het gebruik van de term « Brusselse Gewest ». De Minister merkt evenwel op dat dit op heden de enige wettelijke benaming is.

6) Le Ministre fournit les précisions suivantes en ce qui concerne les dépenses d'enseignement de la Communauté germanophone (article 9) :

1. La compétence en matière d'enseignement appartient à la Communauté germanophone en vertu de l'article 59ter, § 2, 3°, de la Constitution.

2. Une loi ordinaire doit encore assurer le financement de cette compétence.

3. En attendant que cette loi soit votée, c'est l'article 9 du projet de loi ouvrant des crédits provisoires qui est d'application.

4. Les dépenses exposées par le Gouvernement pour le compte de la Communauté germanophone en matière d'enseignement, seront effectuées conformément à l'article 73 de la loi de financement, c'est-à-dire essentiellement par le biais d'une convention avec les Exécutifs concernés et en attendant que le budget soit établi et voté par ces Exécutifs.

La Cour des comptes avait demandé que cette dernière précision soit fournie.

*
* *

M. Verhofstadt demande à ce sujet si les crédits accordés en la matière continueront à être inclus (comme par le passé) dans la masse des crédits affectés à l'enseignement francophone.

Le Ministre répond que les crédits prévus pour l'enseignement francophone dans le projet de financement ont été réduits d'un montant équivalent aux crédits d'enseignement destinés à la Communauté germanophone.

M. Verhofstadt fait observer que le Ministre n'applique pas toujours la même logique.

Si on a anticipé, en ce qui concerne les autorisations d'engagement prévues au titre IV, sur l'adoption du projet de financement, on a suivi le raisonnement inverse en ce qui concerne l'enseignement germanophone : le pouvoir central continuera d'imputer ces crédits sur le budget de l'Éducation nationale (F).

*
* *

Le Ministre estime que ces deux matières ne sont pas comparables. Il s'agit de deux types de dépenses totalement différents.

7) En ce qui concerne enfin le lien entre les crédits provisoires et la loi de financement, le Ministre fournit l'explication suivante :

1. Le projet à l'examen relatif aux douzièmes provisoires est basé sur des crédits budgétaires nationaux de 1988, ce qui signifie que la continuité des dépenses de l'État est assurée.

6) Met betrekking tot de onderwijsuitgaven van de Duitstalige Gemeenschap (artikel 9) verklaart de Minister het volgende :

1. De bevoegdheid voor Onderwijs behoort toe aan de Duitstalige Gemeenschap krachtens artikel 59ter, § 2, 3°, van de Grondwet.

2. Bij gewone wet moet nog in de financiering ervan worden voorzien.

3. In afwachting daarvan speelt artikel 9 van het wetsontwerp op de voorlopige twaalfden.

4. Die uitgaven verricht door de Regering voor rekening van de Duitstalige Gemeenschap inzake Onderwijs zullen gebeuren conform artikel 73 van de financieringswet, dat wil zeggen essentieel via een conventie met de betrokken Executieven en in afwachting van de opstelling en stemming door die Executieve van hun begroting.

Deze laatste verklaring werd gevraagd door het Rekenhof.

*
* *

De heer Verhofstadt wenst dienaangaande te vernemen of de hiertoe bestemde kredieten al dan niet begrepen blijven (zoals in het verleden) in de kredietmassa voor het Franstalig onderwijs.

De Minister antwoordt dat de kredietmassa voor het Franstalig onderwijs, als vervat in het financieringsontwerp, verminderd werd met de onderwijskredieten voor de Duitstalige Gemeenschap.

De heer Verhofstadt merkt op dat de Minister niet steeds dezelfde logica volgt.

Voor de vastleggingsmachtigingen van titel IV wordt vooruitgelopen op het nog niet goedgekeurde financieringsontwerp. Voor het Duitstalige onderwijs wordt echter de omgekeerde redenering gevolgd : deze middelen zullen door de centrale overheid verder worden aangerekend op de begroting van Nationale Opvoeding (F).

*
* *

Volgens de Minister kunnen beide zaken niet met elkaar worden vergeleken. Het gaat over uitgaven van totaal verschillende aard.

7) Wat tenslotte het verband tussen de voorlopige kredieten en de financieringswet betreft, verstrekt de Minister volgende uitleg :

1. Het ontwerp van voorlopige twaalfden dat voorligt stoelt op nationale begrotingskredieten 1988. Dit betekent dat de continuïteit van de Staatsuitgaven wordt verzekerd.

2. Quel est le lien entre ce projet relatif aux douzièmes provisoires et la situation nouvelle qui résultera de l'adoption de la loi de financement quant au financement des nouvelles compétences des Communautés et des Régions ?

1° *Entre le 31 décembre 1988 et la date d'entrée en vigueur de la loi de financement*, les actes et opérations budgétaires effectués par l'autorité nationale en ce qui concerne les compétences nouvelles seront réputés avoir été accomplis par les Communautés et les Régions.

Le Gouvernement déterminera la manière dont l'autorité nationale agira en ce qui concerne les compétences nouvelles.

Ces opérations seront imputées sur ces crédits provisoires.

Ces opérations feront naturellement l'objet d'un décompte et d'une retenue sur les moyens financiers mis à la disposition des Communautés et des Régions.

2° *Dès l'entrée en vigueur de la loi de financement et jusqu'au moment de l'entrée en vigueur du décret ou de l'ordonnance portant approbation des budgets des Communautés et Régions*, l'autorité nationale engagera, ordonnancera et liquidera pour le compte des Exécutifs, comme prévu à l'article 73 du projet de loi de financement (Doc. n° 635/1).

Les modalités de ces opérations sont définies par convention entre le Gouvernement et chaque Exécutif.

Ces opérations budgétaires sont également déduites des crédits provisoires ouverts.

Comme cela a déjà été expliqué précédemment pour la période du 31 décembre 1988 à la date d'entrée en vigueur de la loi de financement, on procédera également en l'occurrence à une imputation et à un prélèvement sur les moyens à transférer aux Communautés et aux Régions.

3° *Après que les budgets des Exécutifs seront entrés en vigueur*, l'autorité nationale procédera, en vertu de l'article 71 de la loi de financement et à charge des crédits ouverts par la loi, à l'engagement, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses relatives aux services administratifs qui ne seront pas encore effectivement transférés, ce qui permettra d'assurer la continuité du fonctionnement de l'Etat. Dans ce cas aussi, ces montants seront prélevés des moyens des Communautés et Régions.

La différence entre les chiffres de l'Exposé général 1989 et les tableaux (pp. 5-7) annexés à l'Exposé des motifs du projet de loi à l'examen, résulte du fait qu'il n'a été tenu compte que des résultats des contrôles budgétaires, qui ont déjà été introduits sous forme d'amendements au budget concerné.

Les autres résultats (principalement les réductions de crédits imposées) seront introduits dans les bud-

2. Wat is nu de band tussen dit ontwerp van voorlopige twaalfden en de nieuwe toestand die wordt geschapen met betrekking tot de financiering van de nieuwe bevoegdheden van Gemeenschappen en Gewesten ?

1° *Tussen 31 december 1988 en de datum van invoetreding van de financieringswet* zullen de handelingen en begrotingsverrichtingen gedaan door de nationale overheid met betrekking tot de nieuwe bevoegdheden geacht worden genomen te zijn door de Gemeenschappen en Gewesten.

De wijze waarop de nationale overheid met betrekking tot nieuwe bevoegdheden zal optreden wordt vastgelegd in de schoot van de Regering.

Die verrichtingen worden aangerekend op deze voorlopige kredieten.

Voor die verrichtingen zal er uiteraard een verrekening gebeuren en een afhouding op de middelen die ter beschikking worden gesteld van Gemeenschappen en Gewesten.

2° *Vanaf de invoetreding van de financieringswet tot op het ogenblik van inwerkingtreding van het decreet of de ordonnantie tot goedkeuring van de begrotingen van de Gemeenschappen of de Gewesten* zal de nationale overheid vastleggen, ordonnanceren en betalen voor rekening van de Executieven, zoals voorzien in artikel 73 van het ontwerp van de financieringswet (Stuk n° 635/1).

De modaliteiten daarvan worden vastgelegd bij overeenkomst tussen de Regering en iedere Executieve.

Ook die begrotingsverrichtingen worden aangerekend op de geopende voorlopige kredieten.

Zoals reeds uitgelegd hiervoor voor de periode tussen 31 december 1988 en de datum van inwerkingtreding van de financieringswet zal ook hier een verrekening gebeuren met de Gemeenschappen en Gewesten en een afhouding op de over te dragen middelen.

3° *Ook nadat de begrotingen van de Executieven van kracht zijn geworden* zullen, op grond van artikel 71 van de financieringswet, de uitgaven met betrekking tot de administratieve diensten die op dat ogenblik nog niet effectief zijn overgedragen eveneens vastgelegd, geordonnanceerd en betaald worden door de nationale overheid ten laste van de kredieten geopend door de wet. Aldus wordt de nodige continuïteit verzekerd in de werking van de Staat. Hier opnieuw gebeurt er een verrekening en afhouding op de middelen van Gemeenschappen en Gewesten.

De afwijking tussen de cijfers van de Algemene Toelichting 1989 en de tabellen (blz. 5-7), gevoegd bij de Memorie van Toelichting bij onderhavig ontwerp is te wijten aan het feit dat enkel rekening werd gehouden met die resultaten van de begrotingscontroles die reeds als amendement bij de betrokken begrotingen werden ingediend.

De overige resultaten (in hoofdzaak opgelegde kredietverminderingen) zullen via de aanpassingsbla-

gets pour 1988 par le biais des feuillets d'ajustement.

Il s'agit d'un montant global d'environ 10 milliards de francs, dont 9 milliards pour le budget de la dette publique. Il est exact que les départements sont plus pressés à fixer sous forme d'amendements les augmentations de crédits accordées qu'à opérer les réductions de crédits décidées.

Ces dernières ne seront toutefois pas négligées.

Réplique

M. Verhofstadt maintient que le dépôt tardif du projet résulte plutôt d'un oubli du Gouvernement.

Tout le monde pouvait prévoir que la loi sur le financement ne serait pas adoptée à la Chambre et au Sénat au 31 décembre 1988, mais que le budget des Voies et Moyens pour 1989 le serait.

Il déplore ensuite que le Gouvernement ait, dans un des cas, anticipé sur l'adoption de la loi sur le financement et qu'il ne l'ait pas fait dans l'autre cas.

Il estime qu'il eut été préférable que la loi sur le financement n'entre en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1990 ou au plus tôt au 1^{er} avril 1989.

Le Ministre déclare que les réductions des dépenses décidées lors des contrôles budgétaires ne peuvent pas encore être prises en considération.

M. Verhofstadt estime qu'il serait dès lors plus logique de ne pas prendre en compte les dépenses supplémentaires accordées lors de ces contrôles budgétaires.

Il se propose de présenter un amendement en ce sens.

*
* *

Le Ministre répond à *M. Denys* que l'absence d'autorisations d'engagement pour le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale n'affectera pas l'instruction des dossiers en cours.

En réponse à *M. De Roo*, le Ministre précise que le département de l'Emploi et du Travail ne devrait connaître aucun problème de trésorerie, étant donné qu'il peut puiser dans le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. L'attribution d'un douzième supplémentaire ne s'impose donc pas.

M. Daems fait observer qu'au début de 1989, l'Etat central devra payer des primes d'assurance qui se rapportent à des matières qui sont transférées aux Régions et aux Communautés. Il demande si ces montants pourront être récupérés.

Le Ministre répond qu'une compensation sera organisée à cet effet avec les entités fédérées.

den bij de begrotingen voor 1988 worden doorgevoerd.

Het betreft een globale som van ± 10 miljard frank, waarvan 9 miljard voor de Rijksschuldbegroting. Het is juist dat de departementen meer haast maken bij het vastleggen in amendementen van de toegestane kredietverhogingen dan bij het doorvoeren van de besliste kredietverminderingen.

Deze laatste zullen evenwel niet uit het oog worden verloren.

Repliek

De heer Verhofstadt blijft erbij dat de laattijdige indiening van het ontwerp veeleer te wijten is aan een vergetelheid van de Regering.

Iedereen kon voorzien dat de financieringswet niet en de Rijksmiddelenbegroting 1989 wel per 31 december 1988 zou zijn goedgekeurd in Kamer en Senaat.

Verder betreurt hij dat de Regering in het ene geval wel en in een ander dan weer niet anticipeert op de goedkeuring van de financieringswet.

Naar zijn oordeel ware het verkieslijk de financieringswet pas op 1 januari 1990 of ten vroegste op 1 april 1989 te laten van kracht worden.

De Minister zegt dat de bij de begrotingscontroles besliste minuitgaven nog niet in rekening kunnen worden gebracht.

De heer Verhofstadt zou het logischer vinden indien dan ook de bij die begrotingscontroles toegestane meeruitgaven niet in rekening zouden worden gebracht.

Hij neemt zich voor een amendement in die zin in te dienen.

*
* *

Aan *de heer Denys* antwoordt de Minister dat het ontbreken van vastleggingsmachtigingen voor het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie geen nadelige gevolgen zal hebben voor het afhandelen van de lopende dossiers.

Aan *de heer De Roo* antwoordt de Minister dat er zich voor het departement van Tewerkstelling en Arbeid geen thesaurieproblemen kunnen stellen aangezien een beroep kan worden gedaan op het fonds voor financieel evenwicht van de sociale zekerheid. De toekenning van een supplementair twaalfde dringt zich dus niet op.

De heer Daems merkt op dat de centrale staat in het begin van 1989 verzekeringspremies zal betalen die betrekking hebben op zaken die naar de Gewesten en Gemeenschappen worden overgeheveld. Hij vraagt of hiervoor een terugvordering zal gebeuren.

De Minister antwoordt dat hiervoor een verrekening zal gebeuren met de deelgebieden.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

M. Verhofstadt présente un amendement n° 1 visant à calculer les crédits provisoires sur les montants les moins élevés figurant soit dans le budget de 1988 adopté, soit dans le budget 1988 non encore adopté, ou encore dans l'exposé général du budget des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 1989.

Puisqu'il est dit que l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 21 janvier 1986 est impossible à respecter — même le Ministre du Budget y déroge —, *M. Verhofstadt* estime qu'il convient à tout le moins de respecter l'esprit de cette loi et qu'il faut dès lors tenir compte des montants les moins élevés.

Lorsqu'il était Ministre du Budget, lui-même a toujours appliqué cette règle.

Cet amendement répond au souci de limiter autant que possible les crédits provisoires.

Le Ministre du Budget ne peut accepter cet amendement et déclare qu'il s'efforce d'appliquer aussi strictement que possible la loi du 31 janvier 1986.

L'exposé général 1989 n'ayant aucune force de loi, il ne peut en tenir compte.

Le Ministre se base uniquement sur les budgets 1988 déposés, qu'ils aient ou non été adoptés.

Cette discussion revêt en outre, selon le Ministre, un caractère symbolique étant donné qu'il s'agit d'une première tranche de crédits provisoires et qu'un certain nombre de crédits seront transférés prochainement aux Communautés.

Mme Duroi-Vanhelmont souligne qu'il serait erroné de se fonder sur les crédits inscrits dans l'exposé général, étant donné qu'ils n'ont aucune valeur légale.

M. Verhofstadt réplique que cet argument vaut également pour les budgets qui n'ont pas encore été adoptés. S'agissant de voter sur des documents qui n'ont aucune valeur légale, il est de tradition de prendre en compte les montants les plus bas.

Art. 2

L'amendement n° 2 de *M. Verhofstadt* tend à inclure dans les crédits provisoires — certes pour mémoire — les autorisations d'engagement pour un certain nombre de fonds, étant donné que la loi de financement n'a pas encore été adoptée.

Le Ministre du Budget marque son accord sur cet amendement.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

De heer Verhofstadt dient een amendement n° 1 in ertoe strekkend de voorlopige kredieten te berekenen op de laagste bedragen van hetzij de goedgekeurde begroting van 1988, hetzij de nog niet goedgekeurde begroting 1988, hetzij de algemene toelichting bij de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het begrotingsjaar 1989.

Aangezien artikel 1, § 2 van de wet van 31 januari 1986 toch niet kan worden nageleefd — ook de Minister van Begroting wijkt ervan af — is de heer Verhofstadt van oordeel dat ten minste de geest van deze wet moet worden gerespecteerd en dat met de laagste bedragen rekening moet worden gehouden.

In het verleden heeft hijzelf als Minister van Begroting steeds deze regel toegepast.

Dit amendement vloeit voort uit de bekommernis om de voorlopige kredieten zo laag mogelijk te houden.

De Minister van Begroting kan dit amendement niet aanvaarden en tracht de wet van 31 januari 1986 zo strikt mogelijk toe te passen.

De Algemene Toelichting 1989 heeft geen enkele rechtskracht en hij kan hiermee geen rekening houden.

De Minister steunt zich enkel op de goedgekeurde en ingediende maar nog niet goedgekeurde begrotingen voor 1988.

Deze discussie is volgens de Minister bovendien symbolisch omdat het hier een eerste schijf voorlopige kredieten betreft en binnenkort een aantal kredieten naar de Gewesten en Gemeenschappen wordt overgeheveld.

Mevrouw Duroi-Vanhelmont wijst erop dat de kredieten opgenomen in de Algemene Toelichting geen enkele rechtskracht hebben en dat het verkeerd zou zijn zich hierop te baseren.

De Heer Verhofstadt repliceert dat hetzelfde argument geldt voor de nog niet goedgekeurde begrotingen. Als er dan toch moet worden gestemd op documenten die geen rechtskracht hebben dan is het de traditie dat de laagste bedragen in aanmerking worden genomen.

Art. 2

Het amendement n° 2 van de heer Verhofstadt strekt ertoe de vastleggingsmachtigingen voor een aantal fondsen — weliswaar pro memoria — in de voorlopige kredieten op te nemen aangezien de financieringswet nog niet werd goedgekeurd.

De Minister van Begroting gaat hiermee akkoord.

IV. — VOTES

Article 1^{er}

L'amendement n° 1 de M. Verhofstadt est rejeté par 17 voix contre 3 et une abstention.

L'article 1^{er} est adopté par 17 voix contre 3 et une abstention.

Art. 2

L'amendement n° 2 de M. Verhofstadt est adopté à l'unanimité.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par 17 voix et 4 abstentions.

Art. 3 à 10

Ces articles sont adoptés par 17 voix contre 3 et une abstention.

L'ensemble du projet est adopté par 17 voix contre 4.

Le rapporteur,

E. VAN ROMPUY

Le Président,

J. MICHEL

IV. — STEMMINGEN

Artikel 1

Het amendement n° 1 van de heer Verhofstadt wordt verworpen met 17 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1 wordt aangenomen met 17 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2

Het amendement n° 2 van de heer Verhofstadt wordt éénparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt aangenomen met 17 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 3 tot en met 10

Deze artikelen worden aangenomen met 17 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het gehele ontwerp wordt aangenomen met 17 tegen 4 stemmen.

De rapporteur,

E. VAN ROMPUY

De Voorzitter,

J. MICHEL

ARTICLE MODIFIÉ PAR LA COMMISSION

Art. 2

Des autorisations d'engagement se rapportant au Titre IV — Section particulière du budget, sont accordées pour les trois premiers mois de 1989, à concurrence de :

Budget du Ministère des Affaires économiques

Art. 60.01.A. — Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale : (*pour mémoire*).

Art. 60.03.A. — Fonds de solidarité nationale : (*pour mémoire*).

Art. 60.04.A. — Fonds de rénovation industrielle : (*pour mémoire*).

Art. 66.03.A. — Fonds d'aide à l'industrie charbonnière : (*pour mémoire*).

Art. 66.05.A. — Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du Centre de Traitement de l'Information — Services des Etudes et de la Documentation : F 64 100 000

Art. 66.10.A. — Fonds destiné à l'octroi de subventions et d'avances récupérables pour la fabrication de prototypes et pour les recherches de technologie avancée : (*pour mémoire*).

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

Art. 60.01.A. — Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale : F 250 000 000

Art. 60.02.A. — Fonds du Commerce extérieur : F 95 000 000

Art. 60.58.B. — Fonds de la Coopération au Développement : F 2 474 000 000

Art. 60.54.B. — Fonds ouvert dans le cadre de l'aide alimentaire en céréales : F 100 000 000

Art. 66.60.B. — Fonds de Survie Tiers-Monde : F 190 000 000

Budget du Ministère de l'Agriculture

Art. 60.01.A. — Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale F 500 000 000

Budget du Ministère de la Région bruxelloise

Art. 60.01.A. — Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale :

a) Opérations courantes :

— Secteur « Affaires économiques » :

F 57 500 000

ARTIKEL GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE

Art. 2

Met betrekking tot de Titel IV — Afzonderlijke sectie van de begroting, worden voor de eerste drie maanden van 1989 vastleggingsmachtigingen verleend, tot beloop van :

Begroting van het Ministerie van Economische Zaken

Art. 60.01.A. — Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie : (*pro memorie*).

Art. 60.03.A. — Nationaal Solidariteitsfonds : (*pro memorie*).

Art. 60.04.A. — Fonds voor Industriële Vernieuwing : (*pro memorie*).

Art. 66.03.A. — Fonds tot Hulpverlening aan de Steenkoolnijverheid : (*pro memorie*).

Art. 66.05.A. — Speciaal Fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het Centrum voor Informatieverwerking — Dienst Studies en Documentatie : F 64 100 000

Art. 66.10.A. — Fonds bestemd tot het toekennen van subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de vervaardiging van prototypes en voor navorsingen inzake gevorderd technologisch onderzoek : (*pro memorie*).

Begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Art. 60.01.A. — Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie : F 250 000 000

Art. 60.02.A. — Fonds van de Buitenlandse Handel : F 95 000 000

Art. 60.58.B. — Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking : F 2 474 000 000

Art. 60.54.B. — Fonds opgericht in het kader van de voedselhulp in graangewassen : F 100 000 000

Art. 66.60.B. — Overlevingsfonds Derde Wereld : F 190 000 000

Begroting van het Ministerie van Landbouw

Art. 60.01.A. — Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie F 500 000 000

Begroting van het Ministerie van het Brussels Gewest

Art. 60.01.A. — Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie :

a) Lopende verrichtingen :

— Sector « Economische Zaken » : F 57 500 000

ARTICLE MODIFIÉ PAR LA COMMISSION

— Secteur « Classes moyennes » : F 115 000 000
 b) Opérations de capital :
 — Secteur « Affaires économiques » :
 F 231 300 000
 — Secteur « Classes moyennes » : F 30 000 000
 — Secteur « Travaux publics » : F 25 000 000
 Art. 66.10.A. — Fonds des prototypes :
 F 25 000 000
 Art. 60.04.A. — Fonds destiné à la lutte contre les
 nuisances: F 116 500 000

Budget du Ministère des Classes moyennes

Art. 60.01.A. — Fonds d'Expansion économique et
 de Reconversion régionale : (*pour mémoire*).

Budget du Ministère des Communications

Art. 60.02.A. — Fonds destiné à assurer le main-
 tien et le développement de la marine marchande et
 de la pêche maritime: (*pour mémoire*).

ARTIKEL GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE

— Sector « Middenstand » : F 115 000 000
 b) Kapitaalverrichtingen :
 — Sector « Economische Zaken » : F 231 300 000
 — Sector « Middenstand » : F 30 000 000
 — Sector « Openbare Werken » : F 25 000 000
 Art. 66.10.A. — Fonds voor de prototypen :
 F 25 000 000
 Art. 60.04.A. — Fonds bestemd voor de strijd te-
 gen de hinder : F 116 500 000

Begroting van het Ministerie van Middenstand

Art. 60.01.A. — Fonds voor de Economische Ex-
 pansie en de Regionale Reconversie : (*pro memorie*).

Begroting van het Ministerie van Verkeerswezen

Art. 60.02.A. — Fonds bestemd om het instand-
 houden en het uitbreiden te verzekeren van de
 Koopvaardij en de Vissersvloot : (*pro memorie*).